ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 20 mars 1963, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "concernant l'organisation du conseil académique et des conseils de division de l'Ecole Royale Militaire", a donné le 22 mars 1963 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 20e maart 1963 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de inrichting van de academische raad en de afdelingsraden van de Koninklijk Militaire School", heeft de 22e maart 1963 het volgend advies gegeven :

Le projet a un double objet :

- il institue, dans chacune des deux divisions de l'Ecole royale militaire, un conseil de division;

- il réorganise le conseil académique en raison de la création des conseils de division.

\+ +

Si certaines dispositions du projet trouvent leur fondement légal dans la loi du 18 mars 1838 ou dans celle du 1er juillet 1948, d'autres, par contre, sont prises par le Roi sur base de l'article 68 de la Constitution; il en est ainsi notamment pour une partie de l'article 4.

Il y aurait, dès lors, lieu de viser l'article 68 de la Constitution en tête du préambule.

\+

L'arrêté du Régent du 19 mars 1948 que le projet ne modifie pas, ne doit pas être visé au préambule.

\+

Le "considérant" fait allusion à une réforme qui aurait été apportée au programme de la division "toutes armes". Cette réforme n'est pas encore intervenue ni par la voie législative ni par la voie réglementaire.

.../...

Le considérant devrait, dès lors, être omis. C'est dans un rapport au Roi qu'il s'indiquerait éventuellement d'exposer les objectifs du projet.

+

Tenant compte des observations qui précèdent, l'intitulé et le préambule du projet pourraient être rédigés comme suit :

"Arrêté royal relatif au conseil académique et aux conseils de division de l'Ecole royale militaire.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 68 de la Constitution;

Vu la loi du 18 mars 1838 portant organisation de l'Ecole militaire, notamment l'article 20;

Vu la loi du 1er juillet 1948 relative au statut et aux rétributions du personnel enseignant civil de l'Ecole royale militaire, notamment l'article 2;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale;

... ".

+ +

.../...

Le projet crée dans chaque division de l'Ecole royale militaire un conseil de division composé des professeurs de la division (article 1er). Ces conseils délibèrent sur les questions relatives à leur division respective (article 2).

Ce sont les présidents et vice-présidents des conseils qui composeront avec le commandant de l'Ecole et le directeur des études, le conseil académique.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler que l'article 20 de la loi du 18 mars 1838 portant organisation de l'Ecole militaire prévoit l'existence d'un conseil de perfectionnement et d'instruction.

Primitivement, ce conseil ne comprenait que les dirigeants de l'Ecole militaire et les professeurs; seuls parmi ces derniers, prenaient part aux débats, ceux dont la division faisait "l'objet de la réunion" (arrêté royal du 15 avril 1840 contenant les règlements de l'Ecole militaire, article 77). Sa compétence n'a pratiquement pas été modifiée depuis lors.

Ce n'est qu'à partir de l'arrêté royal du 6 décembre 1935 que la composition du conseil fut modifiée pour y faire entrer un nombre assez important de militaires étrangers à l'Ecole. Dès l'arrêté du Régent du 22 novembre 1946, modifié par l'arrêté du Régent du 2 juin 1947, la composition fut de nouveau modifiée; le conseil comprend les dirigeants de l'Ecole, des

.../...

militaires étrangers à celle-ci et des professeurs. Cette composition n'a subi que des modifications de détail depuis lors (arrêté royal du 2 septembre 1952, modifié par l'arrêté royal du 12 novembre 1959).

Le projet soulève la question de savoir si des modifications ne devraient pas être apportées à la compétence et à la composition de ce conseil.

\+ +

Selon l'article 1er du projet, le conseil de division est composé de tous les professeurs de la division; le président et le vice-président sont élus par les professeurs de la division et parmi eux.

De telles dispositions ne se concilient pas avec les articles 5 et 7 de l'arrêté royal du 15 avril 1840 contenant les règlements de l'Ecole militaire; l'article 5 prévoit que le commandant de l'Ecole "a la présidence de tous les conseils"; l'article 7, que le directeur des études est membre de tous les conseils, sauf du conseil d'enquête pour les élèves de l'Ecole d'application.

Afin d'éviter toute difficulté concernant la composition des conseils de division, il est suggéré, si telle est l'intention du Gouvernement, de compléter l'article 1er du projet par l'alinéa suivant :

.../...

"Par dérogation aux articles 5 et 7 de l'arrêté royal du 15 avril 1840 contenant les règlements de l'Ecole militaire, le commandant de l'Ecole et le directeur des études ne font pas partie des conseils de division".

En outre le début de l'alinéa 2 de cet article 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Le président et le vice-président de chacun de ces conseils doivent être de régime linguistique différent".

\+ +

Suivant l'article 2 du projet "les conseils de division délibèrent sur les questions relatives à leur division respective, et chaque fois que le conseil académique les consulte".

S'il entre dans les intentions du Gouvernement de permettre aux conseils de division de délibérer même en dehors d'une demande de consultation du conseil académique, il y aurait lieu de prévoir, comme il est prévu pour le conseil de perfectionnement et d'instruction, que ces conseils peuvent se réunir sur convocation de leur président.

Il est suggéré, dès lors, de rédiger l'article 2 de la manière suivante :

.../...

"Article 2.-

Les conseils de division délibèrent sur les questions relatives à leur division respective chaque fois que le conseil académique les consulte. Ils se réunissent en outre pour délibérer sur ces mêmes questions, sur convocation de leur président".

Cet article 2 devrait peut-être être complété en prévoyant que les conseils de division peuvent délibérer chaque fois que le conseil de perfectionnement et d'instruction les consulte.

\+ +

L'article 4 du projet dispose :

"Article 4.-

Le conseil académique donne son avis sur la candidature des chargés de cours et professeurs, après avoir consulté les divisions.

Il peut délibérer également sur toutes questions intéressant l'enseignement supérieur".

Suivant la loi du 1er juillet 1948 relative au statut et aux rétributions du personnel enseignant civil de l'Ecole royale militaire, le conseil académique ne doit être consulté que sur les candidatures aux fonctions de chargé de cours civil (article 2, alinéa 2, de la loi, et arrêté royal du 21 décembre 1956 concernant l'organisation du conseil académique de l'Ecole royale militaire, article 2).

.../...

Le projet charge le conseil académique de donner son avis également sur les candidatures aux fonctions de professeur civil, de chargé de cours militaire et de professeur militaire.

Pour qu'aucun doute ne subsiste à cet égard, il y aurait lieu de préciser l'article 4, alinéa 1er, du projet sur ce point.

\+ +

En disposant que le conseil académique doit consulter "les divisions", il semble que le projet entende par "divisions", les "conseils de division".

\+ +

L'article 4, alinéa 2, du projet permet au conseil académique de délibérer sur "toutes questions intéressant l'enseignement supérieur". Par "toutes questions intéressant l'enseignement supérieur", le projet entend sans doute les questions relatives à l'enseignement supérieur en tant qu'elles intéressent l'enseignement donné ou à donner à l'Ecole royale militaire.

\+ +

Pour répondre à ces diverses observations, il est suggéré de rédiger l'article 4 du projet de la manière suivante :

.../...

"Article 4.-

Le conseil académique donne son avis sur les candidatures aux fonctions de chargé de cours et de professeur, tant civil que militaire; il consulte au préalable le conseil de division intéressé.

Il peut également délibérer sur toutes les questions relatives à l'enseignement supérieur en tant qu'elles intéressent l'enseignement donné ou à donner à l'Ecole royale militaire".

Il y a lieu d'observer que si le projet étend la compétence d'avis du conseil académique prévue par la loi du 1er juillet 1948, celle du directeur des études prévue par cette même loi, reste inchangée.

\+ +

L'avis du Conseil d'Etat étant demandé d'urgence, il semble que le projet doive entrer en vigueur dans un délai très proche.

Si tel est bien le cas, il s'indiquerait d'insérer, après l'article 6, un article rédigé comme suit :

"Article 7.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge".

L'article 7 deviendrait l'article 8.

Het ontwerp-besluit heeft een tweeledig doel :

- bij elk van beide afdelingen van de Koninklijke Militaire School een afdelingsraad instellen;
- de academische raad ingevolge de instelling van die afdelingsraden reorganiseren.

\+ +

Een aantal bepalingen van het ontwerp ontlenen hun rechtsgrond aan de wet van 18 maart 1838 of aan de wet van 1 juli 1948. Andere - en dit is ondermeer het geval voor een gedeelte van artikel 4 - stelt de Koning daarentegen vast krachtens artikel 68 van de Grondwet.

Naar dat artikel van de Grondwet ware bovenaan in de aanhef dan ook te verwijzen.

\+

In de aanhef is echter niet te vermelden het besluit van de Regent van 19 maart 1948, waarin het ontwerp generlei wijziging aanbrengt.

\+

De considerans spreekt van een hervorming die het programma van de afdeling "alle wapens" zou hebben ondergaan. Geen verordening of wet heeft zulk een hervorming tot nog toe tot stand gebracht.

.../...

De considerans moet dan ook vervallen. Eventuele toelichting van het doel van het ontwerp ware op haar plaats in een verslag aan de Koning.

+

Met inachtneming van bovenstaande opmerkingen, stelle men het opschrift en de aanhef van het ontwerp als volgt :

"Koninklijk besluit betreffende de academische raad en de afdelingsraden van de Koninklijke Militaire School.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 68 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 18 maart 1838 houdende inrichting van de Militaire School, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op de wet van 1 juli 1948 betreffende het statuut en de bezoldiging van het burgerlijk onderwijzend personeel der Koninklijke Militaire School, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging;

...".

+ +

.../...

Het ontwerp stelt bij iedere afdeling van de Koninklijke Militaire School een afdelingsraad in, die bestaat uit de professoren van de afdeling (artikel 1). Die raden beraadslagen over de vraagstukken welke op hun respectieve afdeling betrekking hebben (artikel 2).

De voorzitters en ondervoorzitters van de raden vormen samen met de commandant van de School en de directeur der studiën de academische raad.

Het is wellicht niet overbodig eraan te herinneren, dat artikel 20 van de wet van 18 maart 1838 houdende inrichting van de Militaire School bepaalt dat er een opleidings- en verbeteringsraad is. Aanvankelijk bestond die raad alleen uit de leiders van de Militaire School en de professoren; onder laatstgenoemde namen alleen zij aan de debatten deel op wier afdeling het onderwerp van de vergadering betrekking had (koninklijk besluit van 15 april 1840 houdende reglement van de Militaire School, artikel 77) De bevoegdheid van die raad is sedertdien vrijwel ongewijzigd gebleven.

Eerst bij koninklijk besluit van 6 december 1935 is de samenstelling van de raad zó gewijzigd dat er een vrij groot aantal buiten de School staande militairen in opgenomen werden. Met het besluit van de Regent van 22 november 1946, gewijzigd bij besluit van de Regent van 2 juni 1947, is in de samenstelling

.../...

van de raad opnieuw verandering gekomen; hij bestaat uit de leiders van de School, uit militairen die er buiten staan, en uit professoren. Sedertdien heeft die samenstelling nog slechts lichte wijzigingen ondergaan (koninklijk besluit van 2 september 1952, gewijzigd bij koninklijk besluit van 12 november 1959).

Bij het ontwerp rijst de vraag of de bevoegdheid en de samenstelling van die raad ook thans geen wijziging behoeven.

\+ +

Volgens artikel 1 van het ontwerp bestaat de afdelingsraad uit alle professoren van de afdeling; de voorzitter en de ondervoorzitter worden door en uit de professoren van de afdeling verkozen.

Zulke bepalingen zijn bezwaarlijk overeen te brengen met de artikelen 5 en 7 van het koninklijk besluit van 15 april 1840 houdende het reglement van de Militaire School; artikel 5 bepaalt, dat de commandant van de school alle raden voorzit, artikel 7 dat de directeur der studiën lid van ieder raad is, behalve van de onderzoeksraad voor leerlingen van de applicatieschool.

Opdat in verband met de samenstelling van de afdelingsraden geen moeilijkheden kunnen rijzen, wordt, voor zover dit de bedoeling van de Regering is, in overweging gegeven artikel 1 van het ontwerp met een als volgt luidend lid aan te vullen :

.../...

"In afwijking van de artikelen 5 en 7 van het koninklijk besluit van 15 april 1840 houdende reglement van de Militaire School, maken de commandant van de school en de directeur der studiën geen deel uit van de afdelingsraden".

Bovendien late men het tweede lid van dat artikel liefst als volgt beginnen :

"De voorzitter en de ondervoorzitter van ieder van die raden moeten tot een verschillend taalstelsel behoren".

\+ +

Luidens artikel 2 van het ontwerp "beraadslagen de afdelingsraden over de vraagstukken welke op hun respectieve afdeling betrekking hebben en telkens wanneer de academische raad hun advies inwint".

Ligt het in de bedoeling van de Regering, de afdelingsraden zelfs zonder adviesaanvraag van de academische raad te laten beraadslagen, dan zou, zoals dat voor de opleidings- en verbeteringsraad is gedaan, moeten worden bepaald dat die raden kunnen vergaderen na oproeping door hun voorzitter.

Derhalve wordt voorgesteld, artikel 2 te lezen als volgt :

"Artikel 2.-

De afdelingsraden beraadslagen over de kwesties die op hun onderscheiden afdeling betrekking hebben, telkens als de academische raad hun advies inwint. Zij vergaderen bovendien om over dezelfde kwesties te beraadslagen, na oproeping door hun voorzitter".

.../...

Artikel 2 ware wellicht aan te vullen met de bepaling dat de afdelingsraden kunnen beraadslagen telkens als de opleidings- en verbeteringsraad hun advies inwint.

\+ +

Artikel 4 van het ontwerp bepaalt :

"Artikel 4.-

De academische raad brengt, na raadpleging van de afdelingen, advies uit nopens de kandidatuur van de docenten en professoren.

Hij is eveneens gemachtigd alle kwesties te behandelen, die het hoger onderwijs aanbelangen.

Volgens de wet van 1 juli 1948 betreffende het statuut en de bezoldiging van het burgerlijk onderwijzend personeel der Koninklijke Militaire School, moet de academische raad alleen worden geraadpleegd over de kandidaturen voor het ambt van burgerlijk docent (artikel 2, tweede lid, van de wet en koninklijk besluit van 21 december 1956 betreffende de organisatie van de academische raad van de Koninklijke Militaire School).

Krachtens het ontwerp moet de academische raad ook adviseren over de kandidaturen voor het ambt van burgerlijk professor, militair docent en militair professor.

.../...

Opdat alle twijfel dienaangaande wordt weggenomen, ware verduidelijking van artikel 4, eerste lid, hier gewenst".

\+ +

Waar het ontwerp bepaalt dat de academische raad "de afdelingen" moet raadplegen, bedoelt het klaarblijkelijk "de afdelingsraden".

\+ +

Krachtens artikel 4, tweede lid, kan de academische raad "alle kwesties behandelen, die het hoger onderwijs aanbelangen". Hieronder verstaat het ontwerp ongetwijfeld de kwesties betreffende het hoger onderwijs, voor zover zij betrekking hebben op het aan de Koninklijke Militaire School gegeven of te geven onderwijs.

\+ +

Ten einde met al deze opmerkingen rekening te houden, wordt voorgesteld artikel 4 van het ontwerp te lezen als volgt :

"Artikel 4.-

De academische raad geeft advies over de kandidaturen voor het ambt van docent en professor, zo burgerlijk als militair; hij wint vooraf het advies van de betrokken afdelingsraad in.

.../...

Hij kan ook beraadslagen over alle kwesties met betrekking tot het hoger onderwijs, voor zover zij het aan de Koninklijke Militaire School gegeven of te geven onderwijs betreffen".

Op te merken valt, dat het ontwerp weliswaar de adviesbevoegdheid van de in de wet van 1 juli 1948 bedoelde academische raad uitbreidt, maar die van de "directeur der studiën", welke in dezelfde wet is bepaald, onaangeroerd laat.

\+ +

Aangezien om spoedbehandeling werd verzocht, wil het de Raad van State voorkomen dat het ontwerp-besluit zeer binnenkort in werking moet treden.

Is dat werkelijk zo, dan voege men na artikel 6 een artikel in, als volgt :

"Artikel 7.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt".

Artikel 7 wordt dan artikel 8.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.
Le rapport a été présenté par M. F. REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.
Het verslag werd uigebracht door de H. F. REMION, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.